FLN

Ould Abbès réplique sèchement à Ouyahia

Le ton monte sensiblement entre les deux principaux partis du pouvoir, le Front de libération nationale et le Rassemblement national démocratique. Certes, ce n'est pas encore la guerre ouverte, mais ce n'est plus la paix non plus entre les deux chefs des partis en question, Djamel Ould Abbès et Ahmed Ouyahia. La précampagne électorale risque de s'emballer plus vite que prévu !

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - «Je ne permettrai à personne, quel que soit son rang au sein de l'Etat, de toucher au FLN ou à ses militants.» Cette réplique, assez allusive, est du secrétaire général du FLN. En soi, elle est suffisamment claire pour comprendre qui est vraiment ciblé, le «quel que soit son rang au sein de l'Etat» finissant par ne permettre le moindre doute. Dans une récente déclaration, Ouyahia avait, en effet, reproché au FLN, sans le nommer, de compter en son sein des parlementaires ou des responsables issus des milieux des affaires, produit du terme en vogue, «la chkara». Or, c'est justement le nouveau patron du FLN qui avait lancé un pavé dans la marre lorsqu'il déclarait, en novembre dernier, détenir des dossiers explosives concernant l'intrusion de l'argent sale dans la politique et les élections et qu'il s'engagera à combattre. Jeudi dernier, à l'occasion de l'installation de la dernière commission électorale de wilaya, celle d'Alger, au niveau du Centre de recherche sur l'information scientifique et technique (Cerist) de Ben Aknoun, Ould Abbès reviendra à la charge concernant ce fléau de l'argent sale. «Jamais la chkara ne marchera avec moi !» Il précisera davantage son propos. «Votre mission, en tant que commission de wilaya, est la collecte des candidats à la candidature, en vérifiant bien sûr que l'intéressé réponde aux critères. Quant au choix final et au classement, c'est l'affaire de la direction nationale et celle du SG notamment. Et là, je vous assure que la chkara n'aura aucune place avec moi !» Aussi, c'est lorsqu'il a évoqué la prochaine campagne électorale qu'Ould Abbès a lancé quelques autres piques supplémentaires en direction du «frère ennemi», le RND. «Nous, le FLN, nous n'avons ni ennemi ni adversaire sur la scène politique. Nous allons mener une campagne électorale civilisée. Nous respecterons tout un chacun parmi nos concurrents. Mais celui qui se permettra de nous agresser, qu'il sache que nous possédons des munitions lourdes que nous n'hésiterons pas à utiliser.» Pour un parti majoritaire, présidé par le président de la République en personne, ce ne sont pas les «munitions «qui manqueront, en effet ! Une position et un rang qui, également, ne laissent guerre le choix au FLN que de s'emparer de la première position aux prochaines élections. «En 2012, le FLN n'a obtenu que 10 sièges sur 37 à Alger. C'est une honte pour un parti comme le nôtre ! Le parti des moudjahidine et des chouhada ! Le parti de Ben M'hidi, Ali la Pointe, Hassiba Ben Bouali, devra obtenir au moins une vingtaine de sièges à Alger.» Ici, c'est clairement l'ancien secrétaire général du parti, Abdelaziz Belkhadem, qui est pris pour cible. Ceci étant, l'actuel SG insistera longuement sur le rang historique de l'ex-parti unique. «Le 18 mars 1962, à Evian, le chef de la délégation algérienne, Krim Belkacem, a signé les accords au nom du FLN. Nous sommes les dépositaires de l'acte de naissance de l'Etat algérien.» Dominant le gouvernement, le Parlement et les assemblées élues depuis 2002, le FLN, dont le numéro un préside le pays depuis 1999 également, revendique à haute voix son statut : «Le FLN, c'est l'Etat. Nous sommes un gigantesque réservoir de cadres qui ont servi ou qui servent encore l'Etat algérien et nous en sommes fiers. Tout comme nous assumons tout ce qu'a réalisé le FLN depuis 1962», martèlera encore Ould Abbès. Une position qui, naturellement, fait du parti celui qui attire le plus de postulants à la députation. «Des milliers de demandes de candidatures me parviennent de partout. C'est un signe de bonne santé et un motif de fierté pour notre parti. Mais que tout le monde sache qu'il y a une ligne rouge qui s'impose à tous et que jamais je ne permettrai à quiconque de la franchir : c'est Abdelaziz Bouteflika.» Fidèle parmi les plus proches et faisant partie du premier cercle présidentiel, Ould Abbès n'omettra pas, non plus, d'évoquer le rendez-vous des présidentielles de 2019 : «De par nos traditions et de par nos statuts, notre candidat naturel pour 2019 est connu.» Cela a le mérite d'être clair, en tout cas !

K. A.

FFS : «Nous allons aux élections faute de mieux»

Le Front des forces socialistes FFS a organisé une conférence nationale des élus. 430 élus et militants ont assisté à cette rencontre qui s'est déroulée au complexe touristique Adim de Zemmouri El Bahri à l'est de la wilaya de Boumerdés. Pour rappel, le FFS, a, selon un responsable de ce parti, 1.046 élus au niveau national répartis à travers les 4 institutions électives (Senat, APN, APW). Lors de la cérémonie d'ouverture où étaient présents tous les membres de la présidence collégiale de ce parti et le Premier secrétaire national Abdelmalek Bouchaffa, les dirigeants du FFS à savoir Ali Laskri membre de la présidence collégiale du parti et Premier secrétaire sont tombés à bras raccourcis sur le pouvoir. Mais avant d'entrer dans le vif du sujet, Ali Laskri, premier orateur à intervenir, a rendu hommage aux élus du FFS, qui, selon lui, font carrément de la résistance contre l'Administration. Le point de départ de ce flot de critiques est la mauvaise prise en charge des difficultés causées aux citoyens par les intempéries. «Nous sommes profondément affligés par la situation dramatique vécue ces derniers jours par nos compatriotes suite aux intempéries.» Pour lui, cette situation est la conséquence de l'interdiction faite à la population de s'organiser autour des problèmes et de ses conditions de vie. «Le mauvais temps a mis à nu une rhétorique creuse des chiffres ronflants des postes destinés à assainir dans les caisses les affidés, barons criminels de la corruption qui gangrènent le pays.» Dans le même sillage, il dénonce les violations des libertés. «Le droit d'avoir des droits, slogan cher à feu Dda L'Hocine, devait être la législation fondatrice de l'Etat algérien, malheureusement les libertés individuelles et collectives sont systématiquement violées.

Sur la participation, le membre de la présidence tournante du FFS dira «Notre conception de la participation électorale n'est pas la même que la leur (les gens du pouvoir, ndlr). Nous la concevons comme une organisation des droits du peuple portée et défendue par des institutions ancrées dans la société et qui incarnent le pouvoir et le contrepouvoir.» De son côté, le Premier secrétaire Abdelmalek Bouchaffa qui a animé un point de presse tente de rassurer les militants du FFS disant qu'il n'y a aucun problème au sein du parti qu'il dirige. Bouchaffa rétorquait à la question relevant l'absence d'un consensus au sein du FFS alors qu'il veut instaurer un consensus national entre le pouvoir et l'opposition. Questionné sur la crédibilité de la commission Derbal chargée de contrôler les élections à venir, Bouchaffa ne se fait aucune illusion : «Il n'existe aucune garantie».

Abachi L.

LÉGISLATIVES 2017

Filali Ghouini appelle à une large participation

Hier, à l'ouverture des travaux de la conférence des responsables des bureaux de wilayas d'El Islah réunis au centre culturel Abdelhamid-Benbadis d'El-Mohammadia, à Alger, pour faire le point sur les préparatifs des prochaines élections municipales et législatives, le président du parti, Filali Ghouini, a appelé les Algériens à se mobiliser pour réussir cette échéance électorale et ce, en allant massivement voter le jour du scrutin. Ghouini a estimé que ce rendez-vous électoral pourrait constituer un point de départ pour un vrai changement. Il a, ainsi, expliqué les conditions ayant amené son parti à participer à cette joute et qui se résument, selon ses termes, à la nécessité de contrecarrer le négativisme et les scénarios du désespoir. A charge pour le pouvoir en place, a-t-il ajouté, de donner des garanties assurant une compétition loyale. «Nous nous félicitons des toutes dernières déclarations du ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales qui a élargi le champ lexical de son discours à des vocables que nous n'avons pas l'habitude d'entendre sur la scène politique en qualifiant les partis de l'opposition de ''partenaires politiques''. Cela ne peut que nous rassurer sur l'avenir», a-t-il déclaré. Et, dans ce sillage, il a invité le gouvernement à se rattraper par rapport aux mesures prises dans le cadre de la loi de finances 2017 afin de contenir la colère populaire. «Les effets de la LF 2017 commencent à se faire sentir et penser au pouvoir d'achat des citoyens et il est recommandable de les réviser rapidement pour éviter le pourrissement sur le front social», a-t-il suggéré.

L. H.

ORAN/ LE MINISTRE DE L'HABITAT INAUGURE LE CHANTIER DE RÉALISATION DE 4000 LOGEMENTS AADL

«Parole d'honneur à tous ceux inscrits à l'AADL qu'ils auront leurs logements»

Ce jeudi le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Abdelmadjid Tebboune, était à Oran pour remettre les clés aux acquéreurs de logements AADL, LPL et LPP, ainsi que la pose de la première pierre d'un nouveau site de logements AADL. Mais il était surtout présent pour rappeler, à l'ensemble des Algériens, que le Président Bouteflika à travers «son ambitieux programme de logement a largement contribué à satisfaire un grand nombre de demandeurs. Il faut qu'aujourd'hui nous soyons vigilants et prenions nos précautions «notre pays est ciblé», a-t-il déclaré durant la cérémonie de remise des clés.

Amel Bentolba - Oran - (Le Soir) - Pour le ministre, l'Algérie est le seul pays dans le monde entier à être aussi généreux envers ses citoyens. «Alors soyons reconnaissants et ne laissons personne créer le trouble dans notre pays ni entre nous. Soyons vigilants», a-t-il dit avec insistance. Tout en reconnaissant qu'il y a des manquements, il estime que seul Dieu est parfait. «L'essentiel, c'est qu'aujourd'hui la crise du logement qui étouffait le pays a diminué, on en est loin. Il faut juste préserver ces acquis.»

Pour étayer ses propos concernant le programme du président de la République, le ministre a rappelé que « durant la période 1999/2016 nous avons réalisé et remis près de 3 millions de logements.

A ce jour au niveau national, nous avons 1 million de logements en chantier sous toutes les formules, parmi elles 565 000 logements sociaux». Abordant la part acquise par la wilaya d'Oran, il dira que cette dernière a bénéficié de 90 000 logements réceptionnés et 31 000 sont en cours de réalisation.

Ce jeudi, Abdelmadjid Tebboune a procédé à la remise des clés pour les 2500 bénéficiaires de la formule AADL sur les 5000 prévus.

De même qu'il a pris part à la pose de la première pierre d'un nouveau site de logements AADL au niveau du futur pôle urbain d'Oran-Ouest, à Misserghine. Les travaux de réalisation ont été lancés pour la construction de plus de 4.000 logements sur un programme de 10.000 habitations selon la formule location-vente.

Le ministre se veut rassurant allant jusqu'à donner sa parole d'honneur en affirmant que «tous ceux inscrits à la formule AADL, je le jure auront leurs logements». Que ceux qui attendent encore soient rassurés, on leur donne une parole d'honneur, tous seront relogés».

A la question récurrente de certains «exclus» des listes AADL 2003/2004, le ministre clot le dossier définitivement. «Ne me parlez plus de AADL 2001/2002 ils ont été pris en considération et au-delà, on me dit pourquoi pas aussi ceux de 2003/2004… ceux-là, on leur a dit d'aller s'inscrire et leur nombre a atteint 940 000 sur internet, je ne parle plus de 2001…. C'est fini cette histoire.»

Questionné sur l'éventuel retour des formules LPA et LSP, le ministre dira qu'elles n'existent plus, et que ces formules n'ont vu le jour que lorsqu'en 2003 AADL s'était arrêté. «Aujourd'hui étant relancées, elles n'ont plus lieu d'être réactivées elles n'ont aucune utilité.»

Ce jeudi, c'est avec fierté et sentiment de «gagnant» que le ministre a remis les clés de logements LPP. «Il y a eu trop de polémiques et de tentatives de dénigrement de cette formule mais nous avons résisté et aujourd'hui le programme s'est concrétisé et nous en sommes satisfaits.»

A. B.

EN TANT QUE MINISTRE DU COMMERCE PAR INTÉRIM, ABDELMADJID TEBBOUNE :

«Aucune orange n'entrera ni de l'Est ni de l'Ouest»

Questionné en sa qualité de ministre du Commerce par intérim, au sujet de sa décision d'interdire l'importation de toute sorte d'agrumes durant la période de récolte, le ministre dira à ce sujet : «La décision a été prise naturellement, il est anormal que l'agriculteur se retrouve en difficulté avec sa récolte d'orange.» Et d'insister : «Pour le moment, aucune orange n'entrera ni de l'Est ni de l'Ouest. Sachez que cette décision a été prise avec l'approbation du Premier ministre et le ministre de l'Agriculture». Ainsi l'on consommera de l'orange produite localement du moins jusqu'à la fin de la saison.

A. B.